






INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Avril 2000

FAITS SAILLANTS

-  **En mars, le taux de chômage national est demeuré stable, à 6,8 %, pour un quatrième mois consécutif.**
-  **À la faveur de gains généralisés, la production a connu un autre solide mois de croissance, en janvier.**
-  **En janvier, l'excédent commercial du Canada a bondi pour atteindre un niveau record, soit 4,5 milliards de dollars.**
-  **L'inflation a augmenté pour atteindre son sommet des quatre dernières années, en février, sous l'impulsion de la montée en flèche des prix de l'énergie.**
-  **La Banque du Canada a relevé son taux directeur, le 22 mars -- la deuxième majoration en autant de mois.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	770,1	0,5	4,7	Janv.
Biens	260,4	1,0	7,1	Janv.
Services	509,8	0,3	3,5	Janv.
Indice composite	158,2	1,0	7,4	Févr.
Emplois (En milliers)	14 858	0,2	3,2	Mars
Temps plein	12 190	0,3	3,8	Mars
Temps partiel	2 668	-0,1	0,3	Mars
Chômage (En %)	6,8	6,8	7,9	Mars
Jeunes*	13,0	13,0	14,2	Mars
Adultes*	5,6	5,6	6,7	Mars
Inflation mesurée par l'IPC*	2,7	2,3	0,7	Févr.
Ventes au détail (En M\$)	22 550	-0,0	6,7	Janv.
Mises en chantier (En milliers)	166,1	-1,1	10,3	Mars
Balance commerciale* (En M\$)	4 532	2 742	2 772	Janv.
Exportations	33 160	4,0	15,1	Janv.
Importations	28 628	-1,8	9,9	Janv.
M&É	9 575	1,2	10,9	Janv.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,43	5,31	4,85	5 avril
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,75	5,83	5,36	5 avril
Dollar canadien* (En cents US)	68,62	68,98	66,28	7 avril

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Avril 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 7 avril 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



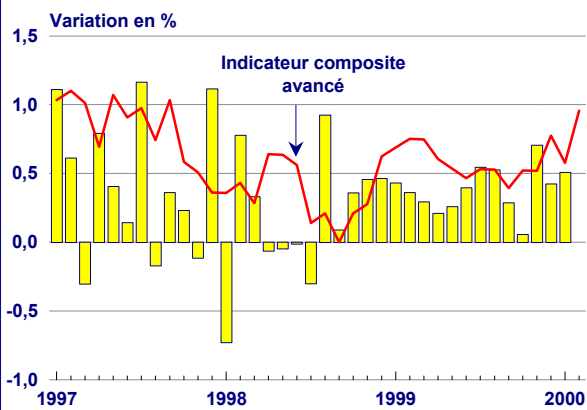
L'économie a continué de faire preuve de vigueur, en janvier...

- Le PIB réel au coût des facteurs s'est accru de 0,5 %, en janvier, sous l'impulsion de la vigoureuse demande intérieure et étrangère. Il s'agit là de la 18^e hausse mensuelle consécutive, soit la plus longue série ininterrompue d'accroissement de la production observée depuis 1961 (année où on a commencé à recueillir des données mensuelles).

...dans la foulée des gains enregistrés dans la plupart des domaines de l'activité économique

- En janvier, la production de biens a crû de 1,0 %, à la faveur de l'intensification de l'activité dans la plupart des principaux groupes industriels. Le secteur de la construction a continué de monter en flèche, alors que le secteur manufacturier a connu une autre solide progression, stimulé par la vigoureuse demande de produits automobiles aux États-Unis et la croissance de l'industrie des produits métalliques. Le secteur des services publics a aussi affiché une hausse marquée d'un mois à l'autre, et les prix élevés du pétrole ont favorisé l'activité minière pour un troisième mois consécutif. La production a fléchi dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la foresterie, en mars, mais elle demeure en hausse, dans les deux cas, d'une année à l'autre.
- Dans le secteur des services, la production a augmenté de 0,3 %, en janvier, dans le sillage surtout de la croissance des communications, de la finance et des assurances ainsi que du commerce de détail. Dans l'industrie des compagnies de téléphone, la production a progressé grâce à l'utilisation accrue du service interurbain. Le secteur financier, quant à lui, a été stimulé par l'essor de l'activité sur les marchés boursiers.

PIB réel au coût des facteurs

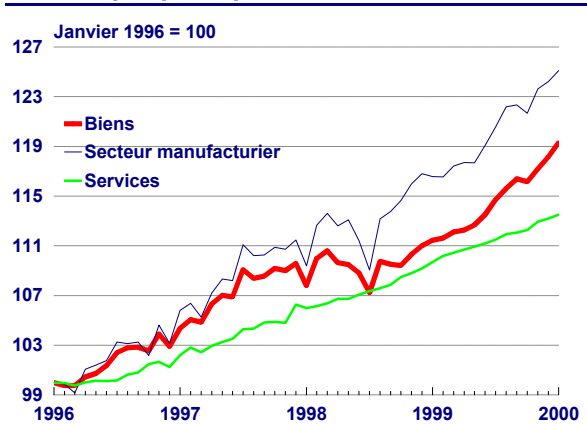


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Janvier 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	770 118	3 891	0,5	4,7
Secteur des entreprises	640 540	3 984	0,6	5,5
Biens	260 353	2 468	1,0	7,1
Agriculture	13 590	-193	-1,4	3,6
Pêche et piégeage	790	57	7,8	1,3
Abattage du bois et foresterie	4 647	-185	-3,8	3,2
Exploitation minière*	28 101	297	1,1	5,3
Sect. manufacturier	142 606	975	0,7	7,3
Construction	44 300	812	1,9	8,8
Autres services publics	26 319	705	2,8	7,5
Services	509 765	1 423	0,3	3,5
Transport et entreposage	35 739	-5	-0,0	4,9
Communications	27 801	398	1,5	10,1
Commerce de gros	46 702	-44	-0,1	5,6
Commerce de détail	48 178	342	0,7	4,8
Finance et assurances	42 551	371	0,9	4,0
Agents d'ass. et agents imm.	80 154	199	0,2	2,5
Services commerciaux	45 317	163	0,4	8,1
Services gouvernementaux	45 966	-8	-0,0	2,2
Enseignement	40 494	-78	-0,2	0,0
Soins de santé et services sociaux	47 129	112	0,2	-0,7
Logement et alimentation	19 733	-27	-0,1	-0,8
Autres	30 001	0	0,0	2,4

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





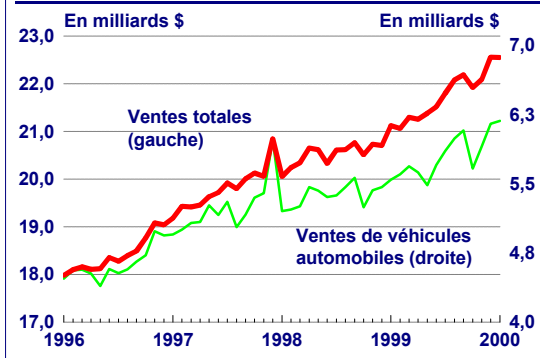
Les dépenses de consommation sont demeurées vigoureuses, au quatrième trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,8 % (taux annuel), au quatrième trimestre, soit à un rythme légèrement inférieur à celui observé au trimestre précédent.
- Les dépenses de consommation ont progressé, à nouveau, surtout à la faveur de la hausse des ventes de biens durables. Les ventes ont aussi été stimulées par les célébrations de l'an 2000 et l'accumulation possible de provisions dans l'éventualité de perturbations liées à l'an 2000.

...mais elles ont ralenti au début de la nouvelle année

- En janvier, les ventes au détail sont demeurées inchangées par rapport à décembre, après avoir monté en flèche au cours des derniers mois de 1999. Les ventes de produits alimentaires et de boissons alcoolisées, qui ont été auparavant stimulées par les festivités du millénaire et l'accumulation de provisions en vue de l'an 2000, ont connu le plus important recul. Dans le secteur de l'automobile, les ventes ont aussi marqué un temps d'arrêt, en janvier, après avoir grimpé en décembre.
- Ces replis ont été contrebalancés par les gains réalisés par les magasins de marchandises générales, de meubles et de vêtements.
- Malgré les résultats apathiques observés en janvier, le niveau élevé de confiance des consommateurs et la vigoureuse croissance du revenu disponible durant le dernier semestre de 1999 augurent bien pour l'intensification de la consommation au cours des mois à venir.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

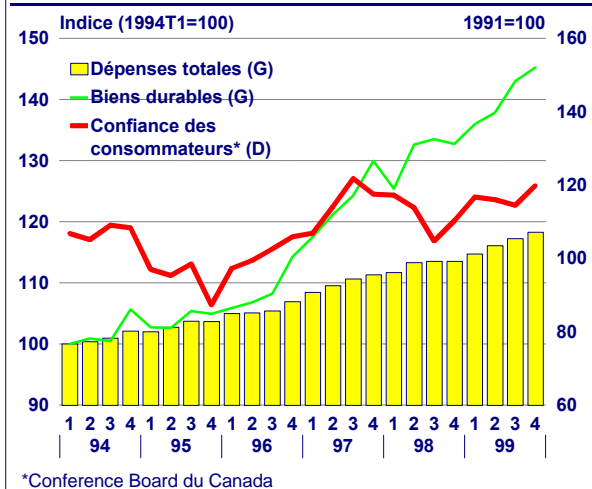
Janvier 2000	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 550	-0,0	6,7
Alimentation	4 856	-4,0	0,1
Pharmacies	1 130	0,3	2,6
Vêtements	1 242	2,7	6,1
Meubles	1 218	2,1	11,4
Automobiles	9 067	0,0	12,2
Magasins de march. diverses	2 582	3,8	3,7
Tous les autres magasins	2 455	1,8	5,3
Total excluant véhicules automobiles	16 366	-0,2	5,0
Crédit à la consommation	174 992	1,1	10,2

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	1998	1999	1999 T3	1999 T4
Consommation réelle (En \$ 1992)	485 906	501 227	503 948	508 636
Variation en %	2,8	3,2	3,9	3,8
Biens durables	66 801	71 628	72 896	74 036
Variation en %	6,3	7,2	15,9	6,4
Biens semi-durables	46 526	47 806	48 212	48 056
Variation en %	4,9	2,8	4,5	-1,3
Biens non durables	119 521	121 761	121 860	122 900
Variation en %	1,0	1,9	1,5	3,5
Services	253 058	260 032	260 980	263 644
Variation en %	2,3	2,8	1,9	4,1
Revenu disponible	552 778	572 101	575 448	582 692
Variation en %	3,4	3,5	4,9	5,1
Taux d'épargne (En %)	2,3	1,4	1,1	1,1
Ratio d'endettement (En %)	98,3	99,9	99,9	99,9

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





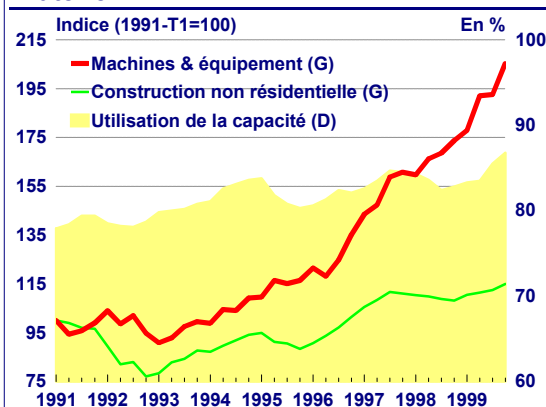
Les investissements des entreprises ont repris, au quatrième trimestre...

- Les investissements des entreprises ont grimpé de 17,9 % (taux annuel), au quatrième trimestre, après avoir connu un temps d'arrêt au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la montée en flèche (29,1 %) des dépenses en M&É, dont les investissements notables dans les ordinateurs, le matériel de transport et l'équipement de télécommunication.
- L'activité dans le secteur de la construction non résidentielle s'est aussi intensifiée, croissant de 9,3 % au quatrième trimestre. La solide progression de la construction industrielle a plus que contrebalancé le léger recul observé dans la construction du bâtiment.

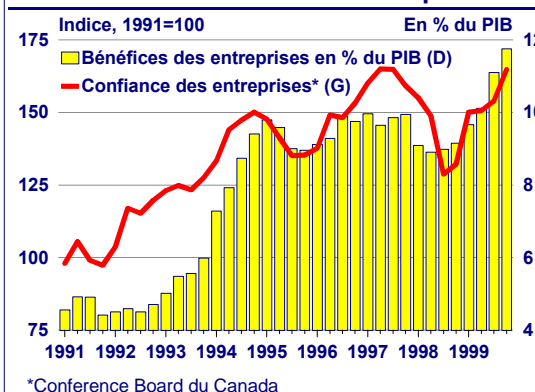
...et les données connues laissent supposer que la croissance se poursuivra

- Plusieurs indicateurs clés portent à croire que les investissements seront vigoureux en 2000. Les bénéfices d'exploitation des entreprises se sont solidement ressaisés en 1999, ce qui a favorisé un accroissement régulier de la confiance des entreprises au cours de l'année. L'utilisation de la capacité s'établit, quant à elle, à son taux le plus élevé observé en plus de dix ans.
- Les données recueillies au début de la nouvelle année sont principalement positives. Après avoir solidement crû en décembre, les importations de M&É ont progressé de 1,2 %, en janvier. L'activité dans le secteur de la construction non résidentielle s'est aussi intensifiée, en janvier.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T1	1999 T2	1999 T3	1999 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	64 701	74 357	68 924	74 380	74 600	79 524
Variation en %	9,5	14,9	10,1	35,6	1,2	29,1
Construction non résidentielle (1992\$)	39 110	40 217	39 572	39 896	40 248	41 152
Variation en %	0,1	2,8	9,4	3,3	3,6	9,3
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,3	83,5	85,5	86,8
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,8	85,7	84,0	84,2	86,7	87,8
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	132 032	158 142	144 828	149 124	162 940	175 676
Variation en %	-9,6	19,8	20,7	12,4	42,5	35,1
Bénéfices - Industries non financières	82 442	114 266	99 548	104 300	121 592	131 624
Variation en %	-9,2	38,6	45,8	20,5	84,7	37,3
Bénéfices - Industries financières	49 590	43 876	45 280	44 824	41 348	44 052
Variation en %	-10,1	-11,5	-18,0	-4,0	-27,6	28,8
Crédit aux entreprises	686 621	716 816	708 232	709 495	720 157	729 379
Variation en %	9,9	4,4	3,3	0,7	6,1	5,2



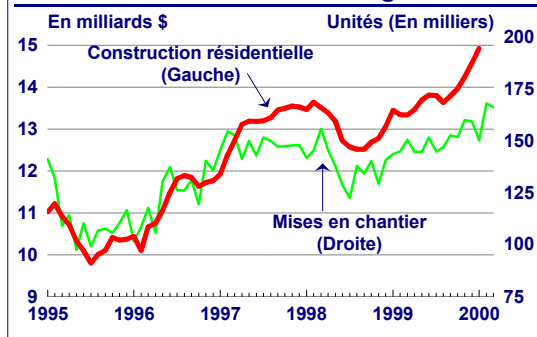
Au quatrième trimestre, le marché du logement a vu son activité s'intensifier...

- Les investissements des entreprises dans la construction résidentielle se sont accrus d'un solide 8,1 % (taux annuel), au quatrième trimestre, soit plus de deux fois plus rapidement qu'au trimestre précédent.
- Les investissements dans la rénovation ont connu la plus forte poussée. Conjugués à la vigoureuse augmentation de la construction de logements neufs, ils ont plus que contrebalancé le fléchissement des coûts de propriété et de transfert.

...ce qui est de bon augure pour 2000

- Les perspectives pour le secteur du logement en 2000 semblent brillantes, si l'on se fie au rétablissement de la confiance des consommateurs et aux indicateurs avancés de l'activité dans ce secteur.
- Les ventes de logements existants ont crû de façon marquée au cours des deux premiers mois de l'année.
- Forte d'une autre solide hausse, en janvier, la construction résidentielle a maintenant progressé chaque mois depuis août -- soit une augmentation de 11,0 % par rapport à l'an dernier.
- De plus, les mises en chantier, même si elles ont fléchi légèrement en mars après avoir atteint leur sommet des six dernières années en février, se sont néanmoins accrues de 2,8 % au cours du premier trimestre de 2000.
- Bien que les taux hypothécaires demeurent relativement peu élevés, la possibilité d'un relèvement des taux d'intérêt pourrait freiner la demande de logements.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

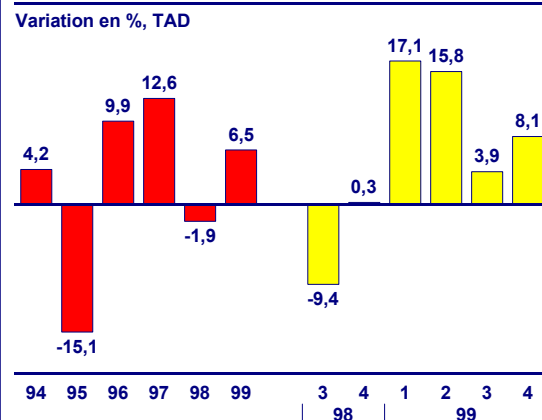
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 930	2,4%	11,0%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 699	-7,7%	13,8%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 583	550	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	166 100	-1 900	15 500
Terre-Neuve	1 300	-900	-1 400
Île-du-Prince-Édouard	700	200	600
Nouvelle-Écosse	4 500	900	2 200
Nouveau-Brunswick	2 100	200	100
Québec	21 800	0	4 200
Ontario	78 400	-1 600	15 800
Manitoba	1 600	800	-900
Saskatchewan	2 000	500	-700
Alberta	20 900	2 100	3 100
Colombie-Britannique	10 700	-4 100	-7 000

1 - Données de janvier 2 - données de février 3- données de mars
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T3	1999 T4
Construction résidentielle	41 547	44 248	44 640	45 508
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,0
Construction par secteur	41 422	44 116	44 508	45 384
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,1
Logements neufs	20 695	22 158	22 376	23 052
Variation en %	-3,5	7,1	8,7	12,6
Travaux de réparation et d'amélioration	13 645	14 415	14 216	14 904
Variation en %	2,5	5,6	-4,9	20,8
Frais de propriété et de transfert	7 207	7 316	8 048	7 552
Variation en %	-5,1	1,5	7,7	-22,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





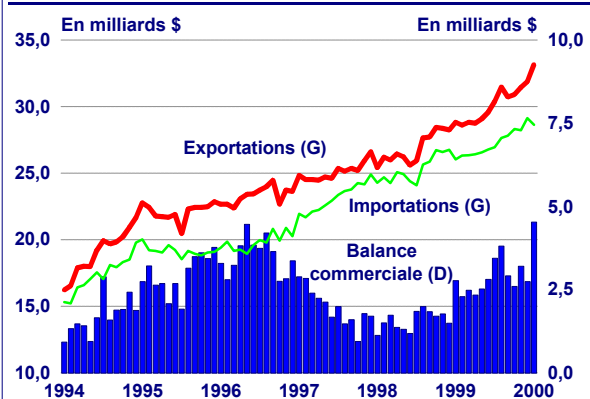
L'augmentation des exportations et le fléchissement des importations...

- Les exportations ont grimpé de 4,0 %, en janvier, dans le sillage d'une hausse de 1,7 % en décembre. Près de la moitié de cette augmentation est attribuable à la croissance des exportations d'automobiles, stimulée par la solide demande, aux États-Unis, de modèles fabriqués au Canada. Les exportations de M&É ont aussi progressé, sous l'impulsion surtout de l'accroissement des ventes d'ordinateurs et d'équipement de télécommunication.
- En janvier, les importations se sont repliées de 1,8 %, notamment à cause d'un fléchissement notable du secteur de l'automobile, des produits industriels et des produits énergétiques. Les importations de camions ont diminué de 13,5 %, les tempêtes de neige et la pénurie de pièces d'automobiles ayant ralenti la production et la livraison de camions au Canada. Les importations de pétrole brut ont aussi baissé sensiblement, la hausse des prix ayant freiné la demande d'énergie. La croissance des importations de M&É liés aux investissements a contrebalancé en partie ces reculs.

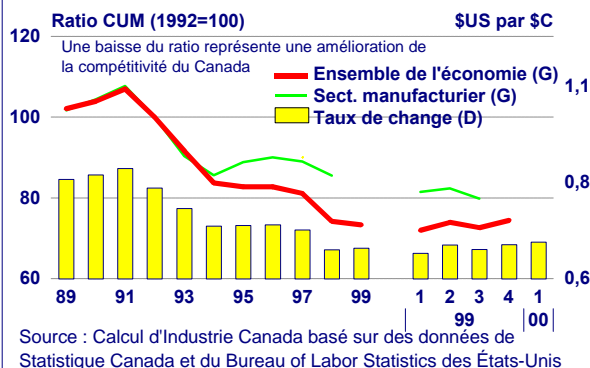
...ont fait grimper l'excédent commercial à un niveau record

- Ensemble, l'augmentation des exportations et la diminution des importations ont fait passer l'excédent commercial à un sommet, en janvier (4,5 milliards \$), surpassant le précédent record établi en 1996.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Janvier 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Déc. 1999	Janv. 2000	Janv.-déc. 1998	Janv.-déc. 1999	Déc. 1999-janv. 2000	Déc. 1999-janv. 2000	Janv. 1999-janv. 2000
Exportations	31 893	33 160	322 262	360 599	1 267	4,0	15,1
vers les États-Unis	27 287	28 482	269 496	309 665	1 195	4,4	15,7
Importations	29 151	28 628	303 402	326 661	-523	-1,8	9,9
en provenance des États-Unis	21 877	21 588	233 635	249 174	-289	-1,3	6,0
Balance commerciale	2 742	4 532	18 860	33 938	1 790		
avec les États-Unis	5 410	6 894	35 861	60 491	1 484		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 202	2 183	25 142	25 613	-19	-0,9	4,0
Produits énergétiques	3 030	3 303	23 902	30 310	273	9,0	82,1
Produits de la forêt	3 432	3 530	35 172	38 902	98	2,9	13,6
Biens et matériaux industriels	5 125	5 135	57 453	56 942	10	0,2	11,5
Machines et équipement	7 385	7 793	78 823	84 960	408	5,5	13,0
Produits automobiles	8 286	8 777	77 417	96 143	491	5,9	10,0
Autres biens de consommation	1 153	1 169	12 426	13 591	16	1,4	0,5
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 499	1 525	17 262	17 637	26	1,7	3,5
Produits énergétiques	1 192	1 047	8 679	10 647	-145	-12,2	73,1
Produits de la forêt	237	248	2 499	2 741	11	4,6	17,5
Biens et matériaux industriels	5 720	5 559	60 286	62 142	-161	-2,8	11,5
Machines et équipement	9 462	9 575	101 303	108 231	113	1,2	10,9
Produits automobiles	6 620	6 446	66 762	75 902	-174	-2,6	4,6
Autres biens de consommation	3 288	3 198	34 575	36 963	-90	-2,7	7,5

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



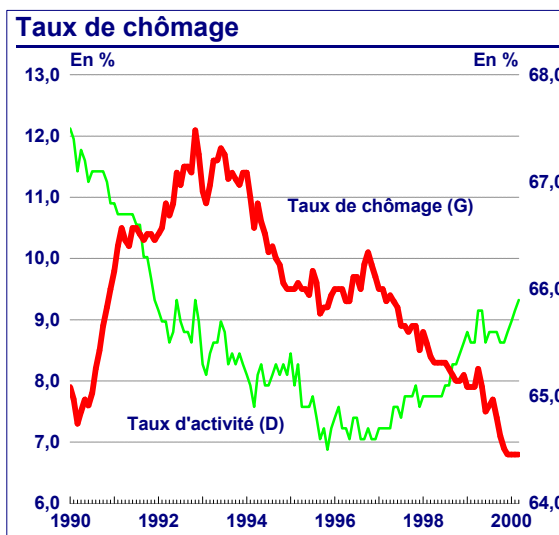
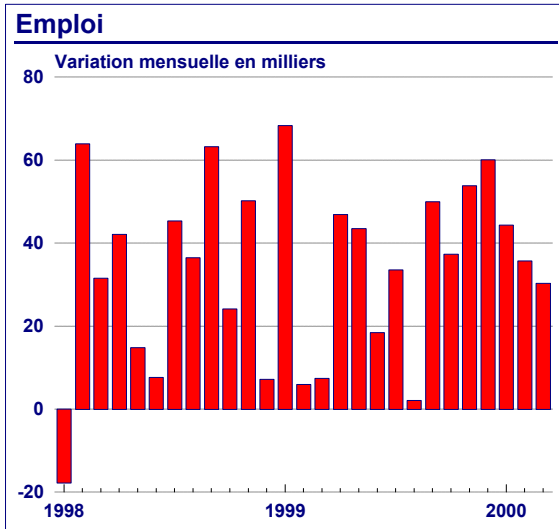
Emploi et chômage

En mars, la croissance de l'emploi est demeurée vigoureuse...

- En mars, le nombre d'emplois a augmenté de 30 000, dans la foulée de la solide hausse observée au cours des sept mois précédents. Après avoir crû de 427 000 en 1999, il a progressé de 110 000 durant les trois premiers mois de 2000.
- Suivant en cela la tendance amorcée au début de l'an dernier, les emplois à temps plein sont intervenus pour la totalité de la hausse de l'emploi, en mars. L'emploi à temps plein a d'ailleurs crû de 3,8 % d'une année à l'autre, et le nombre total d'heures travaillées, de 4,3 %.

...mais le taux de chômage est demeuré inchangé, à 6,8 %

- L'emploi et la population active ont connu une progression similaire, laissant le taux de chômage national inchangé (6,8 %) pour un quatrième mois consécutif. Le taux de chômage observé actuellement est le plus faible depuis avril 1976.
- Le taux de chômage chez les adultes est resté stable, à 5,6 %, en mars, à l'instar du taux de chômage chez les jeunes, à 13,0 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 1999	Févr. 2000	Mars 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 401,9	14 827,5	14 857,8	30,3	455,9	110,3	0,2	3,2
Temps plein	11 743,1	12 157,1	12 189,8	32,7	446,7	94,4	0,3	3,8
Temps partiel	2 658,7	2 670,4	2 668,0	-2,4	9,3	15,9	-0,1	0,3
Jeunes 15-24	2 191,7	2 259,5	2 265,4	5,9	73,7	11,3	0,3	3,4
Adultes 25+	12 210,2	12 568,0	12 592,5	24,5	382,3	99,2	0,2	3,1
Travailleurs indépendants	2 459,6	2 532,6	2 505,3	-27,3	45,7	-3,7	-1,1	1,9
Chômage	1 232,7	1 079,5	1 086,3	6,8	-146,4	11,4	0,6	-11,9
Taux de chômage	7,9	6,8	6,8	0,0	-1,1	0,0		
Jeunes 15-24	14,2	13,0	13,0	0,0	-1,2	-0,1		
Adultes 25+	6,7	5,6	5,6	0,0	-1,1	0,0		
Population active	15 634,5	15 907,0	15 944,1	37,1	309,6	121,8	0,2	2,0
Taux d'activité	65,5	65,8	65,9	0,1	0,4	0,3		
Taux d'emploi	60,3	61,4	61,4	0,0	1,1	0,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

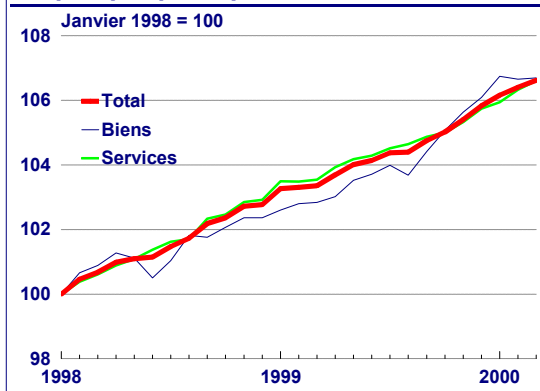
Le secteur des services a mené la croissance de l'emploi, en mars, pour un deuxième mois consécutif...

- Le nombre d'emplois a crû de 29 000 dans le secteur des services, en mars. Cette hausse est surtout attribuable aux solides gains réalisés par la gestion, l'administration, les autres services de soutien et le commerce.
- Dans le secteur des biens, le niveau d'emploi est demeuré pratiquement inchangé, en mars, soit le deuxième résultat peu brillant consécutif après une période de très vigoureuse progression qui remonte à août dernier. La modeste progression de l'emploi dans le secteur manufacturier a été grandement contrebalancée par le repli observé dans les autres principaux groupes industriels.

...sous l'impulsion et du secteur privé et du secteur public

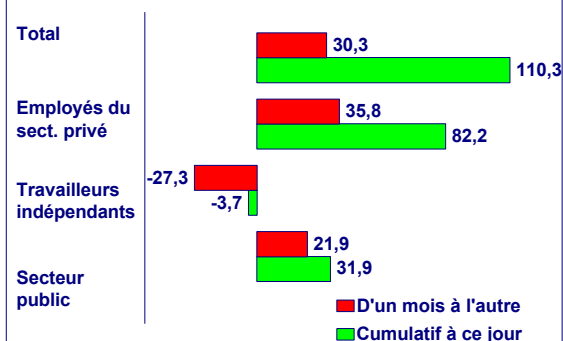
- En mars, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a augmenté de 36 000. Même si le nombre de travailleurs indépendants a fléchi de 27 000, il demeure néanmoins en hausse d'une année à l'autre.
- Dans le secteur public, le nombre d'emplois s'est accru de 22 000, en mars, ce qui prolonge le solide redressement qui dure depuis maintenant sept mois (qui a ajouté 88 000 emplois).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Mars 2000 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 1999	Févr. 2000	Mars 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 746,8	3 886,1	3 887,4	1,3	140,6	22,1	0,0	3,8
Agriculture	416,4	400,2	397,8	-2,4	-18,6	-1,3	-0,6	-4,5
Autres ind. primaires*	267,8	278,0	277,1	-0,9	9,3	1,8	-0,3	3,5
Services publics	116,2	116,9	114,3	-2,6	-1,9	-1,1	-2,2	-1,6
Construction	765,6	825,6	824,3	-1,3	58,7	16,9	-0,2	7,7
Fabrication	2 180,9	2 265,3	2 273,8	8,5	92,9	5,6	0,4	4,3
Services	10 655,1	10 941,4	10 970,4	29,0	315,3	88,2	0,3	3,0
Commerce	2 235,2	2 292,4	2 307,1	14,7	71,9	35,4	0,6	3,2
Transport	731,7	784,2	782,0	-2,2	50,3	17,8	-0,3	6,9
FASI*	859,2	861,1	863,7	2,6	4,5	-1,6	0,3	0,5
Services prof./scientifiques	899,2	909,4	912,9	3,5	13,7	-13,6	0,4	1,5
Administration et gestion	491,5	512,7	528,3	15,6	36,8	10,8	3,0	7,5
Enseignement	967,4	995,9	994,6	-1,3	27,2	-7,1	-0,1	2,8
Soins de santé/assist. sociale	1 415,4	1 518,4	1 517,7	-0,7	102,3	45,8	-0,0	7,2
Information, culture, loisirs	622,1	635,3	638,1	2,8	16,0	1,9	0,4	2,6
Hébergement et restauration	917,3	965,8	963,9	-1,9	46,6	13,3	-0,2	5,1
Autres services	734,0	701,2	690,4	-10,8	-43,6	-18,5	-1,5	-5,9
Administration publique	782,0	765,2	771,6	6,4	-10,4	3,8	0,8	-1,3

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



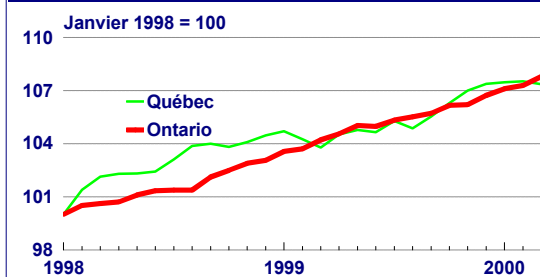
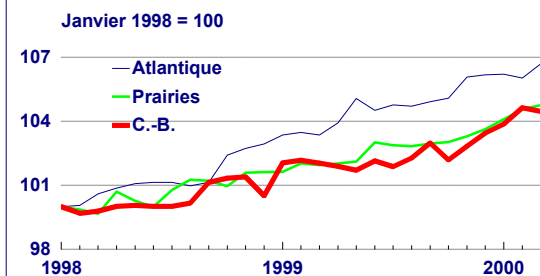
L'Ontario et la Nouvelle-Écosse sont intervenues pour la majeure partie de la croissance de l'emploi à l'échelle nationale...

- Même si huit des dix provinces ont connu une hausse de l'emploi, en mars, il n'en demeure pas moins que la croissance a été dominée par l'Ontario (28 000) et la Nouvelle-Écosse (4 000).
- En pourcentage, la croissance de l'emploi a aussi été vigoureuse à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. L'emploi s'est replié au Québec et en Colombie-Britannique, mais il a augmenté modestement d'un mois à l'autre dans toutes les autres provinces.

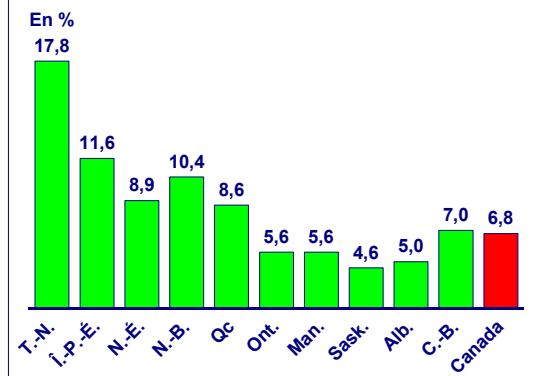
...et ont été les seules provinces à voir leur taux de chômage fléchir

- Dans la foulée de la solide progression de l'emploi, le taux de chômage a fléchi de 0,8 point de pourcentage en Nouvelle-Écosse pour tomber à 8,9 %, soit le taux le plus bas observé depuis 1989. Il a reculé de 0,1 point de pourcentage en Ontario pour s'établir à 5,6 %.
- Le taux de chômage est demeuré inchangé en Saskatchewan (4,6 %) et en Colombie-Britannique (7,0 %).
- Le taux de chômage a monté dans toutes les autres provinces, la croissance de la population active dépassant le modeste accroissement de l'emploi. Le Québec a fait exception : le recul de l'emploi et la hausse de la population active faisant augmenter de 0,3 point le taux de chômage, qui a atteint 8,6 %.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Mars 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Mars 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		Variation depuis le mois dernier	l'an dernier	
Canada	14 857,8	30,3	0,2	455,9	3,2	6,8	0,0	-1,1	
Terre-Neuve	205,3	1,7	0,8	6,7	3,4	17,8	0,2	-0,3	
Î.-P.-É.	65,5	0,7	1,1	5,3	8,8	11,6	0,1	-4,1	
Nouvelle-Écosse	420,9	3,9	0,9	17,5	4,3	8,9	-0,8	-1,4	
Nouveau-Brunswick	331,4	0,1	0,0	2,5	0,8	10,4	0,7	-0,3	
Québec	3 425,2	-5,4	-0,2	114,4	3,5	8,6	0,3	-1,1	
Ontario	5 832,3	28,1	0,5	193,7	3,4	5,6	-0,1	-1,0	
Manitoba	550,6	1,0	0,2	9,5	1,8	5,6	0,3	0,1	
Saskatchewan	491,2	1,0	0,2	14,6	3,1	4,6	0,0	-1,8	
Alberta	1 588,3	2,5	0,2	46,6	3,0	5,0	0,1	-0,9	
C.-B.	1 947,1	-3,3	-0,2	45,2	2,4	7,0	0,0	-1,6	



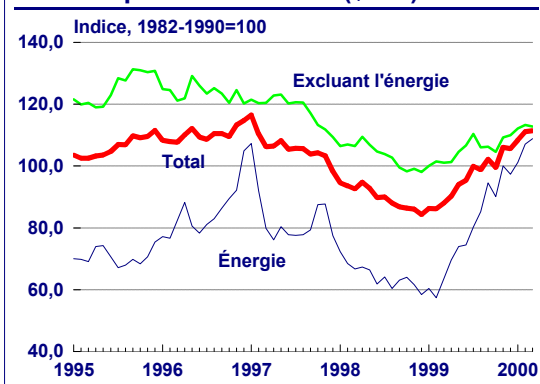
Même si l'inflation a crû en mars...

- En février, d'une année à l'autre, les prix à la consommation se sont accrus de 2,7 %, soit la plus importante augmentation observée depuis juin 1995. Le renchérissement de l'énergie, en hausse de 19,4 % comparativement à l'an dernier, continue de faire monter le taux d'inflation sommaire.
- D'un mois à l'autre, les prix ont progressé de 0,5 %, en février, sous l'impulsion de l'accroissement des coûts du mazout et de l'essence. La hausse des prix des services de voyage et du transport aérien a aussi contribué à la progression mensuelle des prix. Le recul des prix des légumes et des fruits frais a contrebalancé en partie ces augmentations.

...le taux de « base » est demeuré bien dans les limites de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et les impôts indirects, le taux d'inflation de « base » s'est chiffré à 1,6 %, en février. Il est donc demeuré dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont crû de 26,6 %, en mars. Les prix des produits de base liés à l'énergie, qui ont augmenté de plus de 70 % comparativement à mars dernier, sont principalement à l'origine de cette hausse, mais les prix des produits de base non énergétiques se sont aussi accrus vigoureusement.

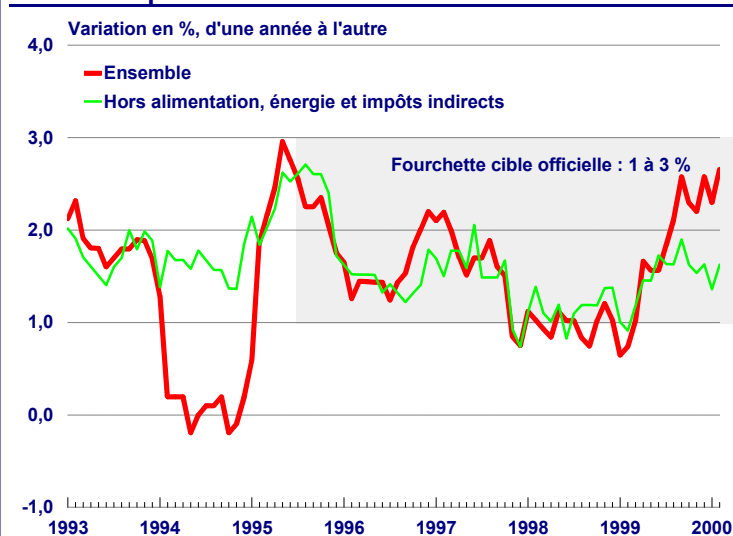
Prix des produits de base (\$ US)



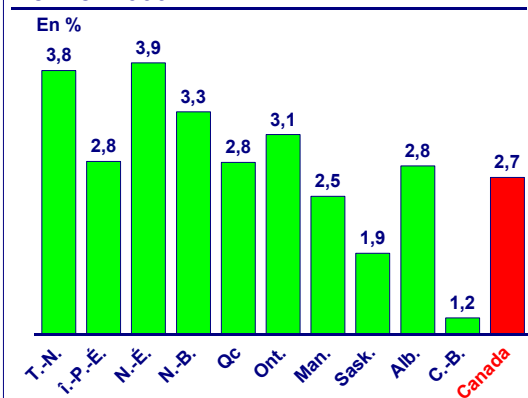
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
Février 2000			
IPC - Ensemble	112,0	0,5	2,7
Alimentation	110,6	-0,2	0,1
Logement	107,4	0,7	2,8
Équipement du ménage	109,3	0,6	0,7
Habillement et chaussures	105,3	1,0	0,9
Transport	128,5	0,9	7,2
Santé et soins personnels	111,1	0,1	1,7
Loisirs, formation et lecture	119,9	1,2	2,7
Alcool et tabac	96,4	0,2	2,9
IPC hors alimentation et énergie	112,6	0,5	1,6
Énergie	122,1	3,0	19,4
Prix des produits de base (mars)			
Indice, 1982-1990=100	111,4	0,3	26,6
Excluant l'énergie	112,8	-0,4	11,6
Énergie	108,8	1,6	71,1

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Février 2000





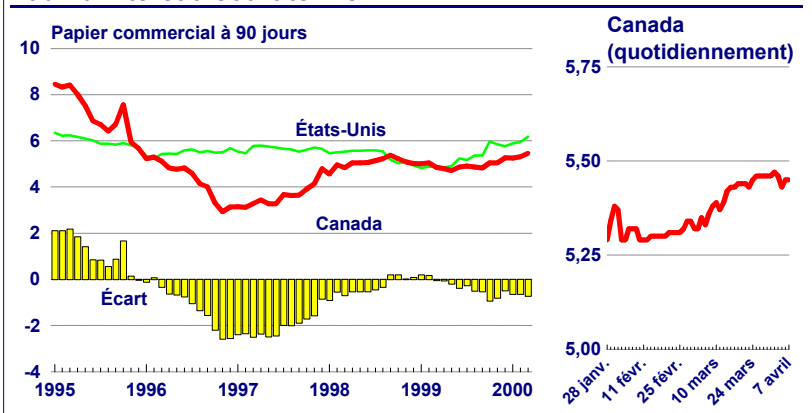
La Banque du Canada a relevé son taux directeur, en mars...

- Le 22 mars, la Banque du Canada a majoré de 25 points de base son taux directeur pour le porter à 5,5 %, soit la deuxième hausse en moins de deux mois. Elle visait ainsi à maintenir l'inflation dans les limites de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), dans la foulée d'une majoration similaire des taux américains.
- Le relèvement du taux d'escompte a entraîné une augmentation correspondante du taux préférentiel, qui sert de taux de référence pour la fixation de bon nombre de taux du crédit à la consommation. D'ailleurs, en prévision de l'annonce grandement prévue de la Banque du Canada, les taux d'intérêt à court terme ont tendu à la hausse pendant tout le mois de mars, pour terminer le mois à un niveau supérieur de 15 points de base à celui observé à la clôture en février.
- Comme les taux américains ont progressé plus rapidement que les taux canadiens, l'écart entre les taux courts canadiens et américains s'est creusé pour atteindre 72 points de base en faveur du Canada à la fin de mars.

...mais le rendement des obligations à long terme est demeuré stable

- Mis à part un faible repli au milieu du mois, le rendement des obligations à long terme est resté généralement stable pendant tout le mois de mars, terminant le mois à un niveau pratiquement inchangé par rapport à celui observé à la clôture en février (5,84 %). Cependant, comme les taux longs américains ont fléchi légèrement durant cette période, l'écart entre le rendement des obligations à long terme canadiennes et celui de leurs pendants américaines s'est amenuisé pour s'établir à 15 points de base.

Taux d'intérêt à court terme

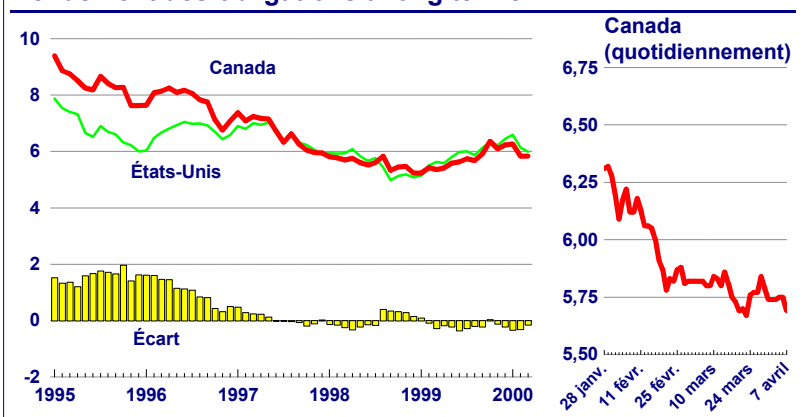


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Oct. 1999	5,05	-0,93	6,36	0,03
Nov.	5,05	-0,80	6,10	-0,12
Déc.	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
Févr.	5,31	-0,64	5,83	-0,31
Mars	5,46	-0,72	5,84	-0,15
5 avril	5,43	-0,74	5,75	-0,06

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Oct. 1999	4,75	6,25	7,35	8,25
Nov.	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc.	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
Févr.	5,25	6,75	7,60	8,55
Mars	5,50	7,00	7,70	8,35
5 avril	5,50	7,00	7,70	8,35

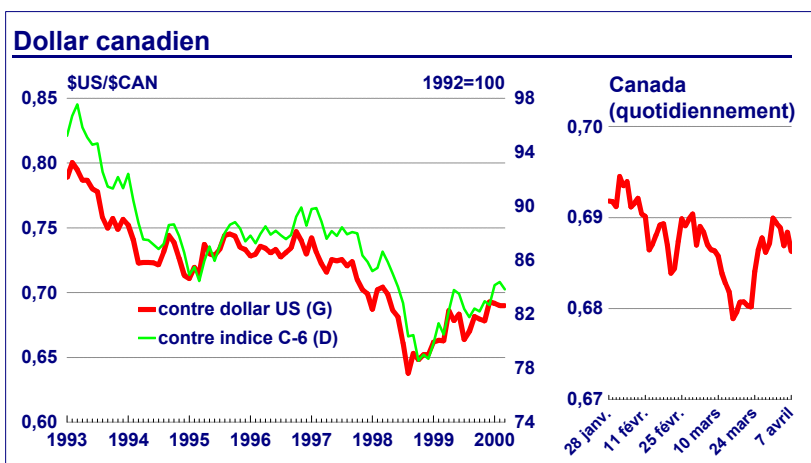


Le TSE 300 a atteint la barre des 10 000 points à la fin de mars, mais il s'est replié rapidement...

- L'indice TSE 300 a monté en flèche au cours de la première moitié de mars, pour dépasser la barre des 10 000 points pour la première fois de son histoire le 24 mars. Toutefois, les cours des actions canadiennes ont effacé la majeure partie de ces gains peu après, à cause d'une vaste liquidation des titres de technologie de pointe. Le TSE 300 a terminé le mois de mars juste au-dessus de la barre des 9 400 points, soit une hausse de 3,7 % par rapport au niveau enregistré à la clôture en février. La liquidation observée à la fin du mois s'est poursuivie au début d'avril, mais une partie du terrain perdu avait été regagnée au 7 avril.
- Aux États-Unis, le S&P 500 et l'indice Dow Jones se sont redressés après l'atonie observée au début de l'année, pour progresser de 9,7 % et de 7,8 %, respectivement, en mars. Ces indices ont bénéficié de l'extrême instabilité des cours des titres de technologie de pointe, ce qui a favorisé un important retour aux actions de premier ordre plus traditionnelles. Cette tendance s'est intensifiée au début d'avril, l'indice Nasdaq, dominé par les titres de technologie de pointe, se repliant de façon marquée et les actions de premier ordre se maintenant fermement.

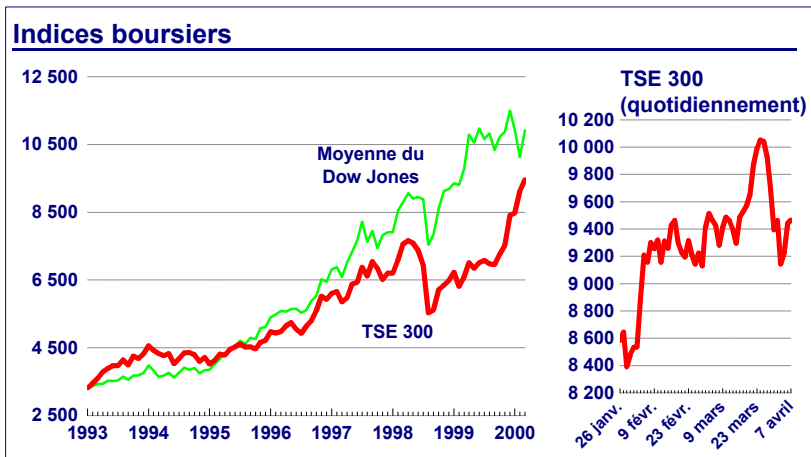
...pendant que le dollar se ressaisissait après avoir reculé au début du mois

- Le dollar canadien a fléchi durant la majeure partie du mois, diminuant d'un cent pour tomber à 0,6789 \$US le 16 mars, soit son cours le plus bas enregistré en quatre mois. Il a subséquemment regagné la majeure partie du terrain perdu, pour terminer le mois de mars presque au même niveau qu'à la clôture en février.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Oct. 1999	0,6797	82,22	1,237	71,71
Nov.	0,6782	82,96	1,291	71,29
Déc.	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
Févr.	0,6898	84,39	1,370	75,43
Mars	0,6899	83,84	1,388	72,77
7 avril	0,6862			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois mars	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	9 462	3,7	43,4
<i>Pétrole et gaz</i>	6 216	13,1	24,8
<i>Métaux et minéraux</i>	3 546	1,6	13,0
<i>Services publics</i>	16 567	11,5	109,1
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 269	2,1	36,2
<i>Entreprises de distribution</i>	4 464	-1,2	-20,5
<i>Services financiers</i>	7 565	7,3	-7,7
<i>Or</i>	3 964	-6,1	-23,6
Coefficient de capitalisation des résultats*	33,1	0,8	7,2
S&P 500	1 499	9,7	16,5
Dow Jones	10 922	7,8	11,6

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

La Réserve fédérale a relevé les taux d'intérêt...

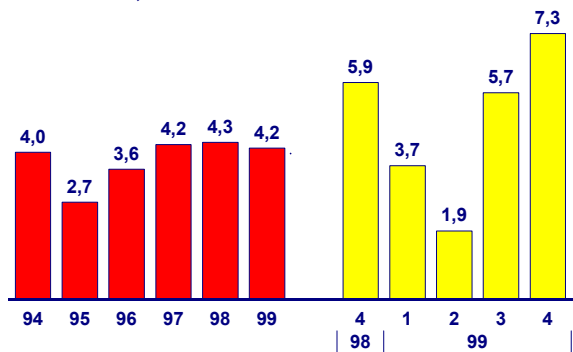
- Comme prévu, la Réserve fédérale a majoré d'un quart de point le principal taux des fonds fédéraux pour le porter à 6 %, le 21 mars. Le vigoureux rythme de la croissance économique a incité la Réserve fédérale à relever les taux pour une cinquième fois en neuf mois dans le but de prévenir l'émergence de pressions inflationnistes.
- L'inflation mesurée a augmenté, mais la hausse est surtout attribuable au renchérissement de l'énergie. Les prix à la consommation se sont accrus de 0,5 %, en février (3,2 %, d'une année à l'autre), mais de seulement 0,2 % excluant les aliments et l'énergie.

...vu que l'économie américaine continue de croître à un rythme rapide

- Selon les estimations finales, le PIB réel a crû de 7,3 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1999, soit le taux de croissance trimestriel le plus vigoureux observé en près de 16 ans. Cette solide tenue s'explique surtout par la vigueur des dépenses de consommation, des investissements dans les stocks et des exportations. Globalement, en 1999, l'économie américaine a crû de 4,2 %, soit la troisième année consécutive où la croissance a dépassé les 4 %.
- En mars, le nombre d'emplois a augmenté de 416 000, après avoir progressé de seulement 7 000 en février. Cette hausse plus importante que prévu s'explique en partie par un intervalle inhabituel de cinq semaines entre les périodes d'enquête, et elle a été menée par les services aux entreprises, l'administration publique (en raison de l'embauche de travailleurs temporaires pour le recensement) et un redressement de la construction lié au beau temps. Malgré la solide hausse de l'emploi, le taux de chômage est demeuré inchangé, à 4,1 %.
- Après avoir fléchi en décembre, le déficit commercial aux États-Unis a monté en flèche pour atteindre un niveau record en janvier (28 milliards \$). Cette augmentation a été alimentée par l'accroissement des importations (1,7 %) et le recul des exportations (-1,8 %).

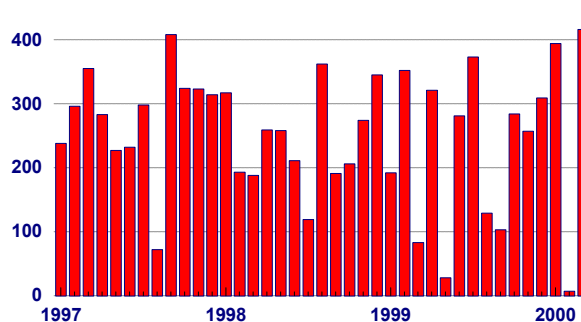
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



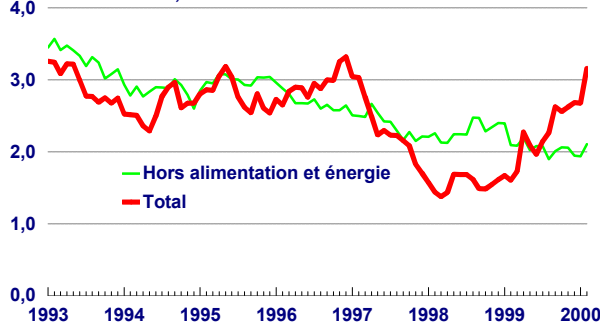
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

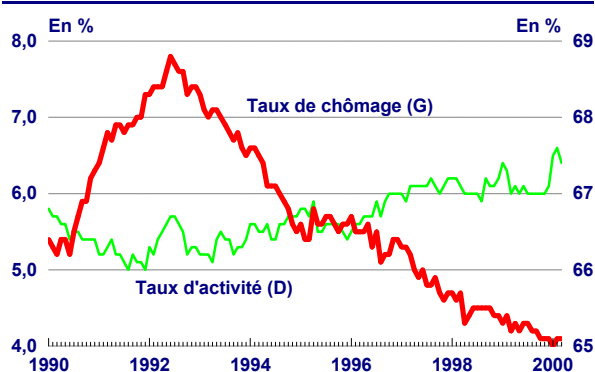


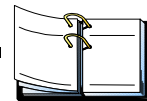
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Indice des prix à la consommation - Mars	17 avril
Enquête sur le secteur de la fabrication - Février.....	18 avril
Commerce international - Février	19 avril
PIB au coût des facteurs - Février	28 avril
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	2 mai
Enquête sur la population active - Avril	5 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2000	7 juin
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2000	9 juin
Investissements privés et publics au Canada : perspective révisée pour 2000	19 juillet

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Mars	14 avril
Commerce international - Février	19 avril
PIB - 1er trimestre 2000, données préliminaires	27 avril
Situation de l'emploi - Avril	5 mai
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	16 mai

Nota : Les IEM d'avril sont fondés sur les données connues au 7 avril 2000.